

La diffusion du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire, le glisser dans leurs journaux, bulletins, etc., en reprendre des articles...

## Nous sommes tous des travailleurs/ses grecs

Depuis des semaines, sous la pression de la Commission Européenne et du Fonds Monétaire International, le gouvernement grec s'attaque aux travailleurs/ses de ce pays.

Le niveau d'endettement du pays (12,7%) est mis en avant pour tenter de justifier des reculs sociaux ... injustifiables. D'ailleurs, les taux de pays comme la Grande Bretagne, l'Espagne, le Japon, les Etats Unis sont aussi à plus de 10%.

**Les travailleurs/ses de Grèce, à juste titre, refusent de payer la crise du système capitaliste.** Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise.

Les mesures annoncées sont inadmissibles : non remplacement de 4 départs à la retraite sur 5 dans la

Fonction publique, hausse de la Taxe sur la Valeur Ajoutée de 19 à 21 %, baisse de 10 % des dépenses d'assurance, gel des pensions de retraites, réduction de 15 % des salaires, âge légal de départ à la retraite porté à 67 ans, etc.

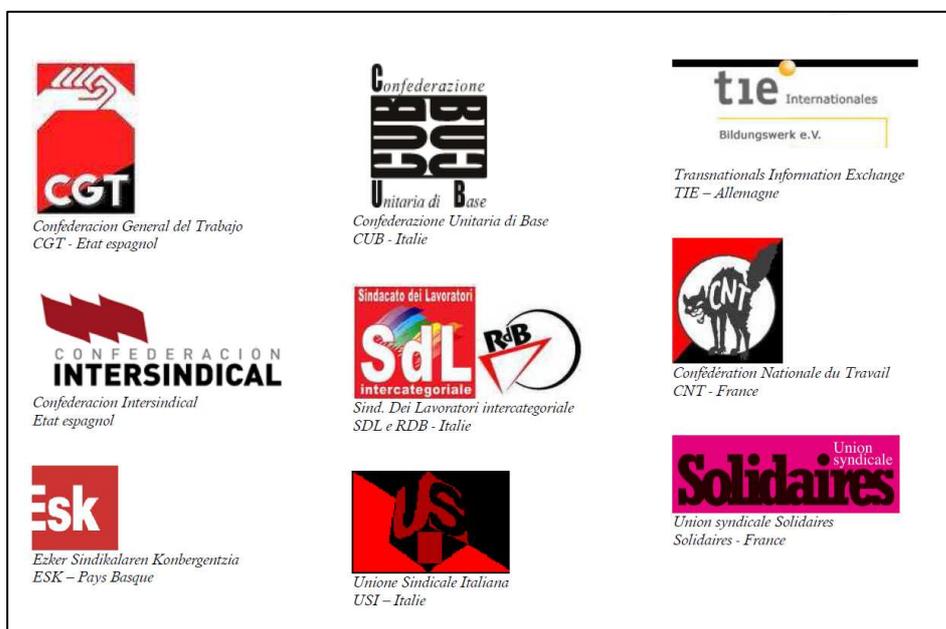
Les mêmes banques et les mêmes spéculateurs, qui hier ont été sauvés d'une faillite certaine grâce à l'aide des Etats, mettent la pression sur ceux-ci et sont autorisés à spéculer sur leurs dos. Les gouvernements ont sauvé les banques, sans contrepartie. Aujourd'hui ces mêmes banques viennent faire payer l'addition aux peuples. La Grèce est attaquée, le Portugal est dans la ligne de mire, l'Espagne et l'Irlande sont menacées.

En Grèce, plusieurs grèves et manifestations massives ont déjà eu lieu. Le 24 février une grève générale a paralysé le pays. **Nos syndicats affirment leur soutien au peuple grec, notamment à la grève générale du 5 mai.**

Pour sauver leur système capitaliste, les patrons et les actionnaires sont organisés internationalement : le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les ressources naturelles et les pays pauvres, organise la famine d'une partie de la planète, ... Nous entendons avancer dans la mise en place d'un réseau syndical alternatif en Europe, ouvert à toutes les forces qui veulent lutter contre le capitalisme, le libéralisme.

**Partout, développons et coordonnons les luttes sociales, et construisons la résistance commune au niveau européen ! Face à la crise du système capitaliste, la grève générale est nécessaire. Nous voulons la construire !**

**En Grèce comme ailleurs, ce n'est pas au peuple de payer la crise du système capitaliste !**



# Rassemblement européen de cheminot-e-s à Lille

Sur l'initiative de RMT (Grande Bretagne) un rassemblement de cheminot-e-s s'est tenu le 13 avril, à Lille devant l'Agence Ferroviaire Européenne, responsable de l'application de la réglementation ferroviaire en Europe.

Dès le mois de janvier, RMT avait proposé à la fédération des transports de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) - dont il est membre - d'organiser cette manifestation. Mais la CES a refusé, cédant au sectarisme de certains de ses membres, mais craignant probablement aussi que ce rassemblement ne soit trop revendicatif pour des syndicats membres qui ont choisi d'accompagner la ... privatisation.

Loin du sectarisme et de la division, le rassemblement de Lille était ouvert à tous ceux qui veulent lutter ensemble contre la casse du service public ferroviaire. Nous voulons constituer un front syndical - et associatif - européen pour imposer un autre développement pour le ferroviaire, qui réponde à l'urgence sociale et écologique et pas à l'appétit des actionnaires. Nous pensons que la sécurité à un coût mais qu'elle n'a pas de prix !

A l'appel de syndicats de Grande Bretagne, d'Irlande, d'Allemagne, de Suisse, d'Italie, du Portugal, de Hongrie, de Corse, de Belgique, de France, les manifestant-e-s se sont retrouvés à Lille ; une délégation a remis une motion résumant nos revendications :

- Développement à long terme d'un système ferroviaire public, intégré, socialement et écologiquement responsable.
- Développement d'un système ferroviaire prenant réellement en charge la formation et la santé des travailleurs, contribuant ainsi à assurer un service sûr et de qualité pour ses usagers.
- Valorisation des travailleurs/ses, au cœur de l'activité de transport, par des augmentations de salaires, l'amélioration des conditions de travail, la garantie des droits, un emploi statutaire.

World Federation of Trade Unions  
EUROPEAN REGIONAL OFFICE  
Archemos str.29, P.O.BOX 21885,  
1514 Nicosia-Cyprus  
Tel: +357.2  
Fax: +357.2  
E-mail: info

National Union of Rail, Maritime & Transport workers  
39 Chalton St.  
London

**POUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE :  
NON À LA PRIVATISATION DU RAIL PAR L'UNION EUROPÉENNE**

Nous rejetsons tout affaiblissement des règles de sécurité opérationnelles régissant le trafic ferroviaire transfrontalière. Nous craignons que l'ouverture à la concurrence, contenue dans les accords ferroviaires de l'UE, permette aux autorités nationales et internationales de privilégier les intérêts de la concurrence avant la sécurité.

Nous appelons TOUS les syndicats du transport et les organisations défendant les transports publics et l'environnement à s'opposer à la privatisation.

Nous insistons que l'AFE est responsable de l'application des règles régissant le marché intérieur européen à travers les systèmes ferroviaires nationaux.

## Des associations à connaître : le *rinoceros*

Lancé en mars 2002 par Ritimo (Réseau d'information et de documentation pour le développement durable et la solidarité internationale) à l'occasion d'une réunion internationale de centres de documentation, le projet *rinoceros* a pour objet de créer un espace d'informations internationales pour un développement responsable et solidaire.

*rinoceros* sélectionne des textes et des documents élaborés par des acteurs du Sud et du Nord déjà disponibles sur Internet. Ces informations sont de nature diverse : brèves ou informations d'actualité, articles, expériences de terrain, dossiers, présentation d'ouvrages, annuaire, campagnes citoyennes, agenda de manifestations internationales. Un accès à la base de données bibliographiques Ritimo est proposé ainsi qu'à la base d'expériences.

Les informations sont organisées autour de **9 thématiques** : mondialisation et relations internationales ; démocratie et gouvernance ; cultiver la paix ; droits fondamentaux et sociétés ; environnement et développement durable ; cultures et identités ; information et communication ; économie : production et consommation ; sciences citoyennes et technologies.

Chaque information est indexée par des **mots-clés** géographiques et/ou thématiques. Ceux-ci permettent de rechercher dans les **cartographies interactives**, les informations d'une thématique à l'autre et de visualiser les résultats. Pour une véritable valorisation internationale des points de vue, le site propose une sélection de textes en anglais, espagnol et français. Il n'y a pas de traduction des informations. Celles-ci sont disponibles dans leur langue originale. La **page d'actualités** permet de voir les dernières informations mises en ligne ; il y a aussi la possibilité de s'abonner à une lettre d'informations mensuelle.

## Afriques 21 : à lire, commander, diffuser, sans modération

Cette revue est éditée par un collectif rassemblant des militant-e-s de diverses organisations (Solidaires, CNT 91, Afriques en lutte, CADTM, ...). Contactez notre commission internationale pour recevoir des exemplaires, ou pour collaborer à la revue. Abonnez-vous !

Le numéro 3 est disponible, à Solidaires ou directement en le commandant à la revue.

### Extrait du sommaire de ce numéro 3 :

- Le **Maroc** des luttes
- **Gafsa** : les militants condamnés
- **Guinée** : entretien avec le président de l'Org. Guinéenne des Droits de l'Homme
- Que fait l'**armée française en Afrique**?
- **Morocco-Gabon** Connection
- **Mali** : la lutte des sans-toits
- **StreetNet**, un réseau de travailleurs/euses de l'économie informelle
- Grève des loyers au **foyer Masséna**
- Nouvelle vague de **grèves des sans-papiers**
- Cinquante ans de **pseudo-indépendance des pays africains**, ça se fête ?
- L'étrange rencontre des **jeunes de trois continents**
- **Amazigh Kateb**
- **Rwanda** 1994



[www.afriques21.org](http://www.afriques21.org)

## Algérie : retour de la délégation syndicale euromaghrébine

Le réseau des syndicats Euro-Maghreb a décidé, lors d'une réunion en janvier, au regard de l'évolution de la situation sociale et du témoignage des syndicalistes autonomes, d'organiser une délégation de soutien et d'observation à Alger au mois de mars 2010. Le but de cette délégation était, outre l'expression d'une solidarité internationale, de collecter le plus de témoignages et d'informations possibles sur l'évolution de la situation sociale et sur l'attitude du pouvoir algérien face aux mouvements syndicaux.

Nous avons notamment été alertés par le refus de visa par le consulat français général d'Annaba au représentant du Snapap, membre du réseau, qui devait participer à cette réunion. À ce jour, nous n'avons toujours pas reçu de réponses satisfaisantes concernant les raisons de ce refus de la part des autorités consulaires françaises. Le consul général d'Alger, qui a reçu l'un des membres de la délégation, nous a cependant assuré que les autorités françaises n'avaient reçu aucune consigne de « blocage » des visas pour les autonomes algériens.

Des représentants de la CGT espagnole, de la CNT et de l'Union syndicale solidaires ont ainsi pu rencontrer l'ensemble des actrices et acteurs de l'Intersyndicale de la fonction publique autonome, des militants de la défense des droits de l'homme, des journalistes d'*El Khabaret* et d'*El Watan* ainsi que des employés licenciés pour activités syndicales dans des multinationales présentes au sud du pays, notamment à Hassi-Messaoud. À noter également, les organisations syndicales présentes sont adhérentes du Comité international de soutien aux syndicats autonomes algériens (CISA).



**De la montée en puissance de la répression policière dans un pays en pleine crise sociale**

Rapport de la délégation à Alger du Réseau syndical Euromaghreb du 6 au 11 mars 2010

Le but de ce rapport est de dessiner une image la plus fidèle possible de la situation sociale en Algérie. D'emblée, nos conclusions nous amènent à constater une nette dégradation de celle-ci, liée à la paupérisation croissante de la population et à la répression accrue des mobilisations des principales forces démocratiques, les syndicats autonomes de l'éducation et de la santé principalement. **Le rapport complet est disponible sur le site de Solidaires...**

## Contre-sommet à Madrid, du 14 au 18 avril

Une délégation de l'Union syndicale Solidaires sera présente au contre-sommet organisé à l'occasion de la rencontre des chefs d'Etat de l'Union européenne, de l'Amérique latine et de la Caraïbe. Avec les autres syndicats signataires de « l'appel de Paris » (voir Solidaires international n°21), nous manifesterons dans les rues de Madrid, le dimanche 16 avril.

[www.enlazandoalternativas.org](http://www.enlazandoalternativas.org)



## Espagne : marches contre la crise

Du 1<sup>er</sup> au 16 mai, la CGT organise des marches contre toute l'Espagne ; elles convergeront vers Madrid, où elles rejoindront la manifestation nationale unitaire contre le sommet des chefs d'Etats de l'Union Européenne.

### Pourquoi nous marchons ?

- Parce que depuis 2008, plus de 2 millions et demi de personnes ont perdu leur emploi.
- Parce que presque 5 millions de travailleurs et travailleuses sont en chômage contre leur volonté et que les jeunes affrontent un taux de chômage de 40%.
- Parce que 1,2 million de sans emploi ne perçoivent aucune prestation, et près de 300.000 survivent avec 420€.
- Parce que les chefs d'entreprise nous licencient librement et impunément, sans motif ou sur de faux motifs, et que la « justice » et les « lois » leur donnent raison.
- Parce que le licenciement est libre, facile et pas cher : plus de 4 millions de personnes travailleuses ont des contrats temporaires et que leur licenciement sont gratuits ou coûtent au maximum 8 jours de salaire par année d'indemnités.
- Parce que 11 millions de travailleurs-euses sur les 18,7 millions ayant un emploi ont des revenus annuels inférieurs à 9000€.
- Parce que les revenus des salariés ont baissé trois fois plus que ceux des entreprises en 2009.
- Parce que les 7 grandes Banques et Caisses ont obtenu 17 milliards d'euros de bénéfice net en 2009 et que les rétributions des conseillers et dirigeants des grandes entreprises ont augmenté de 19,1%.
- Parce que 68% des retraités ont une pension annuelle qui n'atteint pas le salaire minimum interprofessionnel.
- Parce que les patrons de la finance, du bâtiment, de l'énergie, des télécoms, de l'industrie, se sont extraordinairement enrichis avec leurs spéculations immobilières, leurs spéculations sur les matières premières, sur les aliments, etc., et nous ont « obligés » à nous endetter, à prendre des hypothèques, à consommer sans limites, et aujourd'hui nous n'avons plus ni logement, ni travail, ni avenir.
- Parce qu'aujourd'hui, ils nous disent qu'il n'y a plus d'argent pour les retraites futures et qu'ils veulent



baisser les pensions, ils veulent nous faire travailler plus longtemps et nous endetter encore avec les fonds de pensions privés.

- Parce qu'ils ont gelé nos salaires et tentent de nous refuser la possibilité de la négociation collective.
- En résumé, parce qu'ils continuent à réduire les droits sociaux, le droit du travail et les libertés.
- Parce que ce modèle économique et social productiviste, consumériste est injuste, irrationnel, et attentatoire à la vie de la planète.

### Pour quoi nous marchons ?

- Pour récupérer l'emploi.
- Pour empêcher les plans « sociaux », les licenciements, les contrats temporaires, la sous-traitance, les entreprises de travail temporaire.
- Pour garantir les prestations sociales et salariales aux chômeurs et chômeuses.
- Pour défendre les services publics, sociaux et gratuits.
- Pour la réduction du temps de travail, la répartition du travail, l'abaissement de l'âge de la retraite.
- Pour annuler les licenciements non fondés.
- Pour éliminer les contrats temporaires et précaires.
- Pour empêcher de nouvelles réformes du code du travail.
- Pour que les ressources et la richesse soient distribuées de façon solidaire, qu'il y ait des prestations sociales de chômage et des pensions suffisantes pour toutes et tous, en aucun cas inférieures à 1.200 €.
- Pour que les riches, les chefs d'entreprise, les dirigeants, les cadres supérieurs, les politiciens, les juges, les hauts fonctionnaires contribuent par des impôts progressifs : qui gagne le plus doit payer le plus d'impôts. Il faut répartir la richesse.
- Pour empêcher de nouvelles coupes dans les budgets sociaux et la privatisation des services publics fondamentaux : santé, éducation, dépendance, transports...
- Pour que nous changions vraiment de modèle de production, de distribution et de consommation, en créant des emplois dans ce qui a vraiment de la valeur : dans l'éducation, dans les crèches, dans les écoles maternelles, à la campagne, dans le bien-être social, dans les soins à la personne, dans des technologies ni agressives ni polluantes, dans des réseaux de transport public soutenables.

C'est pour cela que nous marchons vers Madrid depuis le nord, le sud, l'est et l'ouest, et nous appelons toute la population, chômeurs et chômeuses, jeunes, retraité-e-s, salarié-e-s, femmes et migrants **à descendre dans la rue ... il est temps !**

[www.cgt.org.es](http://www.cgt.org.es)

## Prochainement : le numéro 6 de la revue internationale Solidaires

Ce numéro est en cours d'impression ; le dossier est consacré au Sénégal, il comporte également deux articles sur l'Argentine et un sur le Mexique. Si ce n'est pas encore fait, commandez en des exemplaires !

[contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org)

En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>